

**AUPRÈS DE LA CHAMBRE DE PREMIÈRE INSTANCE
DES CHAMBRES EXTRAORDINAIRES AU SEIN DES TRIBUNAUX CAMBODGIENS**

Dépôt

Dossier n° : 002/19-09-2007-ECCC/TC

Partie déposante : M. KHIEU Samphân

Déposé auprès de : La Chambre de première instance

Langue originale : Français

Date du document : 20 juin 2016



Classement

Classement suggéré par la partie déposante : Public

Classement arrêté par la Chambre de première instance : សាធារណៈ/Public

Statut du classement :

Réexamen du classement provisoire :

Nom du fonctionnaire du service des dossiers et archives :

Signature:

**Réponse de la Défense de KHIEU Samphân aux conclusions de la Défense de NUON Chea
sur la pertinence de l'existence de rébellions (E395/2)**

TABLE DES SOURCES

Déposée par :

Avocats de M. KHIEU Samphân

KONG Sam Onn

Anta GUISSÉ

Assistés de

SENG Socheata

Marie CAPOTORTO

Soumeya MEDJEBEUR

Clément BOSSIS

Cécile ROUBEIX

OUCH Sreypath

TAN Chhayrath

Auprès de :

La Chambre de première instance

NIL Nonn

Jean-Marc LAVERGNE

YOU Ottara

Claudia FENZ

YA Sokhan

Les co-procureurs

CHEA Leang

Nicholas KOUMJIAN

Tous les avocats des parties civiles

La Défense de M. NUON Chea

TABLE DES SOURCES

I. DROIT DES CETC

- Règlement intérieur.
- Constitution du Royaume du Cambodge.
- Accord entre les Nations Unies et le Royaume du Cambodge.
- Loi sur l'établissement des Chambres Extraordinaires au sein des Tribunaux Cambodgiens.

II. DROIT INTERNATIONAL

1. Textes

- Déclaration universelle des Droits de l'Homme.
- Pacte international relatif aux droits civils et politiques.
- Convention européenne de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales.

2. Jurisprudence internationale – Cour Européenne des Droits de l'Homme

- Affaire *Imbrioscia c. Suisse*, Requête n°13972/88, 24 novembre 1993.
- Affaire *Bulut c. Autriche*, Requête n°17358/90, 22 février 1996.
- Affaire *Foucher c. France*, Requête n°22209/93, 18 mars 1997.
- Affaire *Salduz c. Turquie*, Requête n°36391/02, 27 novembre 2008.

III. DOCUMENTS JUDICIAIRES

1. Chambre de première instance

- Jugement du premier procès dans le cadre du dossier n°002, 7 août 2014, **E313**.
- Invitation à conclure sur l'importance de l'argumentation basée sur l'existence de factions rivales au sein de la direction du KD, 11 mai 2016, **E395/1**.

2. Parties

- Conclusions de la Défense de M. KHIEU Samphân sur la nécessité d'attendre un jugement définitif dans le procès 002/01 avant de commencer le procès 002/02, 5 février 2014, **E301/5/5**.
- Demande de réexamen de M. KHIEU Samphân sur la nécessité d'attendre un jugement définitif dans le procès 002/01 avant de commencer le procès 002/02 et sur la nomination d'un nouveau collège de juges, 25 août 2014, **E314/1**.
- Requête présentée par le co-Procureur international sur le fondement des règles 87-3 et 87-4 du Règlement intérieur aux fins de voir déclarer recevables en tant qu'éléments de preuve des procès-verbaux d'audition et de faire citer à comparaître quatre témoins supplémentaires au cours des prochaines phases du [procès 002/02], 11 novembre 2015, **E319/36**.
- *NUON Chea's First Rule 87-4 Request to Call Additional Witnesses and Rule 93 for Additional Investigations in Relation to the Case 002/02 Trial Segment on S-21 Security Centre and Internal Purges*, 24 mars 2016, **E391**.
- *NUON Chea's Second Witness Request for the Case 002/02 Security Centres and Internal Purges Segment (Leadership)*, 1er avril 2016, **E392**.
- *Lead co-Lawyers' Response to NUON Chea's First Rule 87-4 and Rule 93 Request re Case 002/02 Trial Segment on S-21 Security Centre and Internal Purges*, 4 avril 2016, **E391/1**.
- *NUON Chea's Third Witness Request for the Case 002/02 Security Centres and Internal Purges Segment (Evidence of Treasonous Rebellion)*, 8 avril 2016, **E395**.
- *NUON Chea's Fourth Witness Request for the Case 002/02 Security Centres and Internal Purges Segment (S-21 Operations and Documentary Evidence)*, 7 juin 2016, **E412**.
- *NUON Chea's Submissions on the Relevance of Evidence of Treasonous Rebellion to his Individual Criminal Responsibility in Case 002/02*, 10 juin 2016, **E395/2**.

3. Transcriptions d'audience

- T. du 16 février 2016, **F1/5.1**.